

STAGNATION La dernière enquête suisse sur le tabagisme, publiée en 2011, montre que la proportion des fumeurs est passée de 33% de la population en 2001 à 27% en 2008. Depuis, ce pourcentage ne diminue plus.

Getty Images



[HOME](#) > [SOCIÉTÉ](#) >

A- A+ 

Cigarette

Le tabac ne meurt jamais

Par Bertrand Beauté - Mis en ligne le 24.08.2011 à 15:26

Hausse des prix, interdiction dans les lieux publics, images-chocs: rien n'y fait. La consommation de tabac ne baisse plus depuis trois ans en Suisse. En cause: des freins politiques et des mesures mal appliquées. Pourtant, les méthodes efficaces existent. Enquête.

«Eh ouais, fumer c'est trop mauvais pour la santé!» Avec son gros patch de nicotine sur le bras, Alpha Blondy a surpris ses fans sur la scène de l'Auditorium Stravinski au Montreux Jazz cet été. Même ce mythe du reggae ivoirien, connu pour ses excès de tabac (associés ou non à de la marijuana d'ailleurs), a fait le choix d'arrêter de fumer! Pour la population

suisse, en revanche, le tabac ne semble pas passer de mode.

«Si l'on regarde sur les dix dernières années, on constate une baisse du nombre de fumeurs. Mais depuis trois ans, nous observons une stagnation», constate Jean-Paul Humair, responsable de la consultation de tabacologie aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). Selon l'enquête suisse sur le tabagisme publiée en juin 2011, la proportion des fumeurs est passée de 33% de la population en 2001 à 27% en 2008.

Depuis, ce pourcentage ne diminue plus. En comparaison internationale, la Suisse fait ainsi légèrement mieux que la moyenne européenne (28% de fumeurs). «Cette comparaison montre les efforts qu'il reste à faire, estime Jean-Paul Humair. Les pays du sud et de l'est de l'Europe, dont le niveau de vie est inférieur au nôtre, ont une proportion de fumeurs élevée (37% de fumeurs en Grèce, ndlr).

A l'inverse, des pays comme le Royaume-Uni ou l'Irlande font beaucoup mieux que nous.» Avec seulement 16% de fumeurs, la Suède est championne d'Europe. Pourquoi la Suisse ne parvient-elle pas à atteindre un tel chiffre, sachant que la moitié des fumeurs souhaitent arrêter? «L'absence de baisse indique que les mesures de santé publique prises ces dernières années ne sont pas suffisantes», répond Liliane Maury Pasquier, conseillère aux Etats socialiste et sage-femme.

Un avis confirmé par Jean-Paul Humair: «Sur le plan des mesures de santé publique, nous avons longtemps été un mauvais élève en Europe. Nous savons depuis les années 1970 que le tabac est nocif, mais nous n'avons rien fait pendant trente ans. Aujourd'hui, nous sommes devenus moyens. Nous pourrions faire beaucoup mieux, même si nous avons déjà mis en place quelques mesures bénéfiques.»

L'interdiction de fumer dans les lieux publics par exemple a été promulguée au niveau fédéral en 2010 – longtemps après l'Irlande (2004), la Grande-Bretagne (2007) et même la France (2008). «La loi fédérale est une mauvaise loi pour la santé publique, déplore Jean-Paul Humair. Elle permet de trop nombreuses exceptions qui ne protègent pas la santé des employés et du public. Heureusement, la plupart des cantons ont une loi plus restrictive.»

A Genève, l'interdiction a été plébiscitée par 80% de la population et apporte des effets positifs rapides sur la santé publique. Une étude menée aux Hôpitaux universitaires de Genève a montré que suite à cette mesure, les hospitalisations pour syndrome coronarien aigu et pour maladie pulmonaire ont diminué respectivement de 7 et 19%. Des résultats similaires ont été observés aux Grisons pour les infarctus.

Moins populaire, l'augmentation du prix du tabac est pourtant la meilleure mesure pour diminuer la consommation. «La Suisse est un pays où le tabac demeure attractif relativement au pouvoir d'achat, explique Jacques Cornuz, directeur de la Policlinique médicale universitaire de Lausanne et

spécialiste du tabagisme.

Sur ce point, nous avons de la marge.» Toutes les études montrent qu'une augmentation de 10% du prix du paquet entraîne automatiquement une baisse de 2 à 5% de la consommation. «En revanche les hausses homéopathiques pratiquées en Suisse n'ont aucun effet, regrette Corinne Wahl, tabacologue coordinatrice du Centre de tabacologie du Cipret à Genève. Les fumeurs râlent mais conservent leurs habitudes.»

**Menaces.** Pourquoi dans ce cas le Parlement ne décide-t-il pas une hausse brutale des prix? «L'industrie du tabac, très implantée en Suisse, menace plus ou moins clairement de délocaliser à chaque fois qu'une mesure trop contraignante est dans l'air, répond Liliane Maury Pasquier.

Il existe une certaine frilosité des politiciens face à cette menace.» Un avis partagé par la tabacologue Corinne Wahl: «Les cigarettiers sont très forts pour acheter nos politiques, notre économie et notre mentalité. Il existe toujours des lobbies au Parlement pour dire que si l'on augmente le prix, on va favoriser le marché noir ou perdre des recettes fiscales.»

«Nous sommes toujours présentés comme le grand méchant loup, mais je ne vois pas où l'industrie du tabac a pu faire du lobbying sauvage, répond Christophe Berdat, porte-parole de British American Tobacco (BAT) pour la Suisse romande. Le gouvernement a la possibilité d'augmenter les prix à sa guise, mais pas forcément la marge de manœuvre.

Après, c'est une réalité de constater que dans les pays où de fortes augmentations ont été expérimentées, le trafic illicite a explosé. C'est un manque à gagner pour l'industrie du tabac, mais aussi pour les gouvernements.»

60% de taxes. Depuis la dernière hausse du tabac, le 1er janvier 2011, le paquet de la marque la plus populaire est désormais vendu 7 fr.40, comprenant près de 60% de taxes (hors TVA) destinées majoritairement à alimenter l'AVS et l'AI. En 2010, les impôts sur le tabac ont permis à la Confédération de récolter plus de 2 milliards de francs, soit environ 5% du total des recettes de ces assurances.

Mais le tabac coûte plus cher à la société qu'il ne rapporte: selon l'Office fédéral de la santé, il ampute l'économie suisse de 5 milliards de francs par an, dont 1,2 milliard pour des traitements médicaux et 3,8 milliards pour l'absentéisme au travail et l'invalidité. Si l'on prend en compte la perte de qualité de vie, la facture s'envole jusqu'à 10 milliards de francs.

«Reste que l'augmentation du prix du paquet ne fait pas tout. Les mesures de prévention contre le tabac sont plus efficaces lorsqu'elles sont coordonnées et c'est ce qui manque en Suisse, souligne Jean-Paul Humair. Il faut associer plusieurs stratégies efficaces: prix élevé du tabac, interdiction de fumer dans les lieux publics, services d'aide au sevrage,

interdiction de la publicité...»

«L'industrie du tabac dépense énormément pour séduire les jeunes, parce qu'une personne qui n'a pas fumé avant 20 ans a peu de chance de devenir dépendante, poursuit Jean-François Etter, spécialiste du tabagisme à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Genève. Il faut donc "recruter" tôt.» «Les cigarettiers organisent des soirées pour les jeunes où ils prennent tout en charge à condition de pouvoir faire leur promotion, ajoute Jacques Cornuz.

Ils ciblent tous les supports destinés aux jeunes.» Des déclarations qui font bondir Christophe Berdat de BAT: «Contrairement à ce que beaucoup de personnes pensent, nous ne cherchons pas à augmenter nos ventes en recrutant des jeunes. Chez BAT, nous avons un code très clair à ce sujet.

Nos publicités ne font jamais apparaître des personnes âgées de moins de 25 ans et nous militons pour l'interdiction de vendre du tabac aux mineurs. Nous essayons d'être les plus responsables possible dans ce domaine. Pour accroître nos ventes, nous cherchons à séduire la clientèle de nos concurrents, non à recruter des adolescents.»

Pourtant, les jeunes adultes restent la classe d'âge la plus touchée (39% des 20-24 ans), ce qui prouve que l'industrie du tabac parvient toujours à convaincre de nouveaux adeptes. Dès l'adolescence, l'impact du niveau d'éducation se reflète sur la consommation: 34% des apprentis sont des fumeurs, contre seulement 20% des élèves du gymnase et de l'école normale.

«Le tabagisme est une véritable injustice sociale, constate la tabacologue Corinne Wahl. Plus une population est précaire, plus elle fume. Dans les universités, il n'y a pas vraiment de problèmes liés au tabagisme.» Une inégalité renforcée par le non-remboursement par les assurances maladie des substituts nicotiques et autres sevrages tabagiques.

«C'est une aberration du système suisse, estime Jacques Cornuz. Il existe plusieurs interventions médicales qui ne servent à rien et qui sont remboursées. Là, nous disposons de traitements dont l'efficacité est démontrée et qui ne le sont pas. C'est d'autant plus scandaleux que les classes socioéconomiques défavorisées sont davantage touchées par le tabagisme.»

---

## "Fumer tue"

L'assertion tatouée noir sur blanc sur les paquets de cigarettes n'est pas faite pour décorer: un fumeur sur deux meurt de maladies liées au tabagisme (40% de maladies cardiovasculaires, 36% de cancers, 20% de maladies respiratoires...). En Suisse, cela représente 9000 décès évitables

par an, soit environ 20 fois plus que les morts attribuées aux drogues illégales.

Malgré ce constat macabre, les interdictions et la prévention, la proportion de fumeurs stagne depuis trois ans, à 27% de la population suisse. Les fumeurs réguliers consomment 14,2 cigarettes par jour, contre 16,3 en 2001.

---

## Nedinia, 18 ans

### "Fumer est un plaisir"

«Tous mes amis fument.» Allongée aux Bains des Pâquis à Genève, Nedinia, une jolie brune de 18 ans, grille sa clope les cheveux au vent. Pour elle, comme pour beaucoup de jeunes, fumer reste un «plaisir», quelque chose de «cool». «J'ai commencé quand j'avais 15 ans.

A l'époque, des potes séchaient les cours pour aller fumer. Je suis allée avec eux et j'ai commencé. Maintenant je continue avec une consommation très variable. Si je reste chez moi toute la journée, je ne vais pas fumer ou très peu. En revanche le week-end, quand je sors, je peux fumer jusqu'à deux paquets en un jour.»

Sur elle, la prévention ne semble pas avoir d'effet: «Je sais très bien que je me pourris la santé. Mais j'ai envie de vivre à fond. Ma santé, je m'en fous un peu. Les images de poumons noircis sur les paquets, je ne les regarde même pas. Ou je me force à ne pas les regarder.

Il y a quand même une période où j'ai voulu arrêter. A cause du sport. Je fais de la course et de la natation et j'ai moins de souffle qu'avant, ce qui m'a fait réfléchir. Mais pour l'instant je ne veux plus arrêter parce que c'est un plaisir de fumer. Je préfère diminuer ma consommation à une ou deux clopes par jour. Ça ce serait vraiment bien.»

---

## Leo, 18 ans

### "Un jour j'arrêterai..."

Leo en est sûr: un jour il arrêtera de fumer. Mais pas maintenant. «Pour l'instant, j'ai envie de vivre, de ne pas me prendre la tête. Je me vois plutôt arrêter d'ici cinq à dix ans. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que je ne fumerai pas toute ma vie.» A 18 ans, Leo avoue consommer un peu moins

d'un paquet par jour.

«J'ai commencé lorsque j'avais 15 ans. A l'époque, j'allais dans les bars où tout le monde fumait. J'ai essayé pour faire comme tout le monde et pour occuper mes mains. Au départ, je ne fumais qu'en soirée, alors je n'avais pas l'impression d'être un vrai fumeur. Et puis un jour, j'en ai grillé une le matin, puis toute la journée.

Pour moi, c'est venu comme ça. Un peu sans que je m'en aperçoive. Aujourd'hui, je sais que je me pourris la santé avec ça. Des fois, j'ai mal aux poumons alors j'arrête pendant deux ou trois jours. Et puis je reprends en soirée. Pour que j'arrête définitivement, il faudrait que je quitte la région. Ici, trop de monde fume autour de moi.»

---

## Renforcer les interdictions?

Trois quarts des Français affirment qu'ils souhaitent bannir la cigarette des bords de mer. Et pour cause, le sable, si prisé des enfants, se transforme l'été en un cendrier géant. En Suisse, l'interdiction de fumer dans les lieux publics entraîne une situation similaire sur les trottoirs jonchés de mégots.

De là à interdire de griller une clope dans la rue? Politiquement, la mesure semble improbable, même si les spécialistes en tabacologie en discutent ouvertement. Reste qu'il faudrait déjà faire respecter l'interdiction dans les bars avant de songer à aller plus loin. Lors du dernier Montreux Jazz, le café restait largement fumeur, comme au Moloko à Genève, où les clients peuvent toujours s'en griller une peinard au comptoir.

---

## E-cigarette

### Le gadget fait un tabac et... crée une controverse

Les ventes de cigarettes électroniques explosent en Suisse. Pourtant, aucune étude ne valide l'efficacité de ce produit qui pourrait se révéler dangereux pour la santé.

«Les cigarettes électroniques se vendent très bien.» La confiance de l'employé d'un kiosque genevois illustre la nouvelle tendance des personnes souhaitant arrêter de cloper: l'e-cigarette. Il s'agit d'un dispositif électronique composé à une extrémité d'une diode simulant la combustion et de l'autre d'une cartouche contenant généralement du glycérol et, selon les modèles, de la nicotine à différents dosages ainsi que des arômes (tabac

blond, menthe, pomme...).

Commercialisés pour une centaine de francs la cigarette, auxquels il faut ajouter au moins sept francs pour cinq cartouches de recharge, ces produits ne contiennent pas de nicotine lorsqu'ils sont commercialisés en Suisse. Néanmoins, les usagers peuvent légalement se procurer des cartouches chargées en nicotine sur l'internet pour leur usage personnel.

Efficace? «Il s'agit d'un produit commercial qui n'a pas été développé dans un but thérapeutique visant à améliorer la santé des fumeurs ou à traiter les personnes dépendantes, prévient d'emblée Jean-Paul Humair, responsable de la consultation de tabacologie aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG).

Pour l'instant, aucune étude scientifique n'a été menée sur son utilité dans l'arrêt du tabac. Il est possible que ça marche notamment parce qu'elles miment le comportement du fumeur. Mais pour l'instant nous n'en savons rien.»

Ces cigarettes «virtuelles» pourraient par ailleurs se révéler nocives pour la santé. «Des études sur la composition des cigarettes électroniques ont montré qu'elles contenaient des produits chimiques potentiellement toxiques tels que le propylène glycol, prévient le professeur Jacques Cornuz, directeur de la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne. Leur utilisation n'est pour l'instant pas recommandable.»

«Il s'agit de produits très peu contrôlés fabriqués en Chine par de petites entreprises, renchérit Jean-François Etter, spécialiste du tabagisme à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Genève. La situation légale de ce produit est étonnante.

Tous les substituts nicotiques sont considérés comme des médicaments et contrôlés par Swissmedic. Mais pas la cigarette électronique, qui se trouve dans une sorte de no man's land juridique. Les utilisateurs ont l'air très satisfaits, mais personne ne sait ce qu'il y a dedans.»

Même son de cloche du côté de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) qui «recommande la prudence lors de l'utilisation de cigarettes électroniques» et «déconseille en particulier de recourir à des liquides de recharge contenant de la nicotine, même en petites quantités, car ceux-ci peuvent provoquer des intoxications susceptibles d'entraîner, dans le pire des cas, un décès en cas d'utilisation inadéquate.»